



26 septembre 2017

(17-5101)

Page: 1/2

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

MESURES ADOPTÉES ET EN COURS D'ÉLABORATION PAR LA CHINE CONCERNANT SA LÉGISLATION EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ

La communication ci-après, datée du 25 septembre 2017 et présentée par la délégation des États-Unis, est distribuée aux Membres du Conseil du commerce des services.

1. Les États-Unis ont demandé d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour de la réunion du Conseil du commerce des services pour faire part de leurs préoccupations à l'égard de certaines mesures adoptées par la Chine, et de mesures de mise en œuvre y afférentes en cours d'élaboration, qui pourraient grandement entraver les transferts transfrontières de renseignements. Il s'agit de l'un des principaux aspects des préoccupations des États-Unis concernant la législation en matière de cybersécurité de la Chine et les mesures y afférentes. Si ces mesures entrent pleinement en vigueur sous leur forme actuelle, elles pourraient avoir un important effet défavorable sur le commerce des services, y compris des services fournis au moyen d'une présence commerciale et des services transfrontières. Nous portons cette question devant le Conseil car les effets potentiels s'étendent à tous les secteurs des services et ont une incidence sur les droits des autres Membres.

2. Les mesures faisant l'objet des préoccupations incluent: la législation en matière de cybersécurité, adoptée en novembre 2016 et prenant effet en juin 2017; et diverses mesures de mise en œuvre relatives à la législation en matière de cybersécurité et à la législation en matière de sécurité nationale de la Chine (adoptée en juillet 2015), y compris les "Mesures concernant l'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de renseignements personnels et de données importantes" et le "Projet de norme nationale – Technologie de sécurité de l'information – Lignes directrices sur l'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données."

3. Les mesures de la Chine perturberaient, décourageraient, et interdiraient dans de nombreux cas les transferts transfrontières de renseignements qui ont habituellement lieu au cours d'opérations commerciales normales. Plus spécifiquement:

- a. Les mesures s'appliqueraient aux "opérateurs de réseau", qui pourraient inclure tout prestataire de services étranger qui dispose d'un site Web ou qui utilise Internet pour communiquer avec ses clients, ses fournisseurs ou ses filiales. Une définition aussi large implique que les mesures pourraient avoir un impact négatif sur un grand nombre d'entreprises étrangères.
- b. Les mesures, qui concernent des "données importantes"¹ et des "renseignements personnels", restreindraient considérablement les transferts transfrontières sauf si un large éventail de conditions contraignantes étaient remplies. Ces conditions restreindraient même des transferts habituels de renseignements, qui sont fondamentaux pour toute entreprise moderne. Elles exigent notamment: a) que

¹ Les données importantes sont définies comme des "données liées de près à la sécurité nationale, au développement économique et aux intérêts publics et sociétaux". Le projet de lignes directrices fournit de larges descriptions de données pouvant relever de cette définition et dresse une liste de 27 secteurs, y compris les "communications" et l'"électronique et information", ainsi que l'"acier" et les "produits alimentaires et médicaments". Il existe aussi une 28^{ème} catégorie appelée "divers" qui inclut, entre autres choses, tout secteur "lié de près à la sécurité nationale et aux intérêts sociaux et publics". Cette définition est si large qu'elle pourrait s'appliquer à n'importe quelle donnée.

l'opérateur de réseau (ou, dans certains cas, une autorité gouvernementale) ait effectué une "évaluation de la sécurité"; b) que l'objectif du transfert respecte les normes de légitimité, de nécessité et de justification; et c) que les risques supposés, y compris pour la sécurité nationale, les intérêts sociaux et publics et les intérêts légitimes des personnes soient atténués. L'une de nos préoccupations porte sur le besoin de démontrer la nécessité des transferts, ce qui est très inquiétant puisque cela empiète sur les choix et procédés commerciaux de longue date étayés par des règles commerciales solides, et que de nombreuses transactions courantes ne respecteraient pas les critères énoncés.

- c. En ce qui concerne les "renseignements personnels", outre les conditions déjà décrites, il serait apparemment demandé aux "opérateurs de réseau" d'obtenir le consentement de chaque personne avant de pouvoir effectuer un transfert transfrontières. Il s'agit d'une obligation extraordinairement contraignante qui pourrait perturber les opérations commerciales sans contribuer à la protection de la confidentialité. De nombreuses options moins contraignantes existent pour atteindre des objectifs en la matière, y compris le respect des cadres de confidentialité transfrontières internationaux, tels que le Système de règles de confidentialité transfrontières de l'APEC approuvé par la Chine; les accords contractuels entre les opérateurs de réseau et les tierces parties bénéficiaires; et l'accréditation de tierces parties.
- d. Dans certaines circonstances, le résultat de l'évaluation de la sécurité déboucherait sur une interdiction pure et simple des transferts de données transfrontières. L'éventail des transactions visées pourrait être presque illimité au vu de l'étendue et de l'imprécision de la définition de ces circonstances, y compris lorsque les transferts présenteraient un risque pour la "sécurité nationale", le "développement économique" et les "intérêts sociaux et publics", et lorsqu'ils pourraient être contraires aux intérêts nationaux et publics.
- e. Les mesures imposeraient des obligations en matière de stockage local des données aux opérateurs dans des "secteurs qui dépendent d'infrastructures d'information critiques", qui sont définis en des termes généraux et vagues par la législation en matière de cybersécurité. Les transferts transfrontières de données réalisés par ces opérateurs feraient l'objet d'un examen par les autorités réglementaires chinoises compétentes. Ces obligations entraveraient inévitablement les flux transfrontières de renseignements et perturberaient les opérations commerciales normales.

4. Ainsi, les mesures imposeraient un examen approfondi, des procédures particulières, ou des interdictions de transfert transfrontières de larges catégories de données définies en des termes généraux. Elles auraient pour effet de décourager les transferts transfrontières de données et de promouvoir le traitement et le stockage au niveau national. L'impact de ces mesures serait disproportionné pour les prestataires de services étrangers qui exercent leurs activités en Chine, puisqu'ils doivent renvoyer des données régulièrement à leur siège et aux filiales. Les entreprises basées hors de Chine fournissant des services transfrontières seraient fortement touchées, puisqu'elles doivent avoir accès aux données de leurs clients en Chine.

5. À cet égard, nous constatons que la Chine a pris des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national au titre de l'Accord général sur le commerce des services pour de nombreux services qui seraient affectés par ces mesures. En outre, ses engagements concernant la fourniture transfrontières s'appliquent à un large éventail de secteurs, allant de la comptabilité au traitement de données financières en passant par les services de transport. Aucun de ces services transfrontières n'est réalisable sans avoir accès aux données en provenance de Chine, dont une grande partie serait vraisemblablement incluse dans les catégories faisant l'objet d'une restriction ou d'une interdiction.

6. Les États-Unis ont directement fait part de leurs préoccupations aux hauts fonctionnaires et aux autorités concernées en Chine. Nous portons la question à l'attention de ce forum afin de sensibiliser les autres Membres à la nature des mesures prévues et à leur impact potentiel sur le commerce. Nous demandons que la Chine s'abstienne d'adopter ou de mettre en œuvre des mesures finales jusqu'à ce que ces préoccupations soient prises en compte. Nous tiendrons le Conseil informé de tout fait nouveau sur cette question.